

# M. Kadhafi critique la France sur le Darfour et l'immigration

## Le « Guide » libyen a polémique avec l'Élysée sur les droits de l'homme. Sa tournée l'a mené à l'Assemblée nationale, au Ritz et à l'Unesco

Au deuxième jour de sa visite officielle en France, Mouammar Kadhafi s'est livré à des déclarations controversées sur les positions de l'Élysée sur plusieurs sujets : il a affirmé qu'il n'avait jamais été question de droits de l'homme lors de son entretien, lundi 10 décembre, avec Nicolas Sarkozy ; il a dénoncé « l'internationalisation » du conflit du Darfour, et il a critiqué les limites posées à l'immigration en provenance d'Afrique. « Avant de parler des droits de l'homme, il faut vérifier que les immigrants bénéficient de ces droits », a déclaré M. Kadhafi. Le « Guide » libyen et M. Sarkozy devaient se retrouver, mercredi 12 décembre, pour un nouvel entretien.

Alors que le président français expliquait, lundi, avoir dit à M. Kadhafi « combien il fallait progresser sur le chemin des droits de l'homme », Mouammar Kadhafi a démenti cette version dans un entretien accordé à France 2. « Nous n'avons pas évoqué moi et le président Sarkozy, ces sujets », a-t-il assuré.

La réplique est venue du secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, qui a précisé que les droits de l'homme avaient été évoqués lundi à deux reprises, pendant l'entretien puis lors du dîner. M. Sarkozy a dit « qu'il considérait que des progrès avaient été faits, mais qu'il fallait encore progresser », a affirmé M. Guéant, soulignant qu'il avait été témoin de la scène.

On indignait, dans l'entourage de M. Sarkozy, mercredi matin, que ni les prisonniers politiques ni les disparitions de détenus en Libye n'avaient été évoqués par le président français. Les « progrès » ajoutés cette source, faisaient référence à la libération des infirmes bulgares, à l'abolition de la peine de mort et à un aspect que le « Guide » a lui-même évoqué lors de la conversation avec M. Sarkozy : « Il n'y a plus, en Libye, de système de parti unique. »

A propos du Darfour - dossier sur lequel la diplomatie française cherche à hâter le déploiement de forces internationales pour protéger les réfugiés -, M. Kadhafi a critiqué, mardi, « l'internationalisation du conflit ». « Si nous laissons les habitants du Darfour se débrouiller eux-mêmes, la crise du Darfour se terminera d'elle-même », a-t-il affirmé.

Ces déclarations contribuent à alimenter la chronique d'une visite officielle hors normes. Mardi, elle a tourné autour de trois lieux : l'Assemblée nationale, l'hôtel Ritz et le centre de la capitale, le président Kadhafi s'est offert une tournée de star. Ce fut, à chaque étape, l'occasion de vérifier combien le « Guide » avec ses rodonnades et ses provocations, reste un personnage imprévisible qui laisse peu de place à l'indifférence. « Il rappelle le peintre Salvador Dalí », observait un député, en fin de match, au moment où M. Kadhafi était reçu à l'Assemblée nationale.

Sans doute, le « Guide » aurait-il souhaité s'adresser aux élus dans l'hémicycle, comme naguère feu le roi Hassan II (qu'il détestait) ou le président Bouteflika. C'était trop demander. Lors que le chef de l'Etat libyen, enveloppé dans une toge sombre, est arrivé, le tapis rouge tendit devant à l'hôtel de Lassay, la résidence du président de l'Assemblée, et la Garde républicaine présentait les honneurs. Mais M. Kadhafi a dû se contenter d'un entretien avec le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, suivi d'une rencontre avec une trentaine de parlementaires. Ils auraient dû être bien plus nombreux : 96 députés avaient été invités, ainsi que dix sénateurs du groupe d'amitié France-Libye. Les absents avaient boycotté la visite de « Kadhafi le dictateur », selon « le temple de la démocratie », selon l'expression du socialiste Pierre Moscovici.

Après le Parlement, surveillé de près par une armée de gendarmes et de policiers, le « Guide » s'est rendu au Ritz où l'attendaient une centaine d'intellectuels. Il fut question de tout et de rien, de la fin de l'empire américain et des mines andépensonnuel, du Christ et de Mahomet. Les invités sont repartis les bras chargés des œuvres du « Guide », déclinées par l'auteur pour les plus chanceux d'entre eux. L'étape suivante a conduit Mouammar Kadhafi à l'Unesco pour une « rencontre culturelle »

à laquelle avaient été conviés un millier d'Africains, des diplomates, des ouvriers, des retraités venus pour certains de la banlieue parisienne à bord de bus. « L'ambassadeur était bon. Les gens internationaux se sentent bien », a-t-il affirmé.

Ces déclarations contribuent à alimenter la chronique d'une visite officielle hors normes. Mardi, elle a tourné autour de trois lieux : l'Assemblée nationale, l'hôtel Ritz et le centre de la capitale, le président Kadhafi s'est offert une tournée de star. Ce fut, à chaque étape, l'occasion de vérifier combien le « Guide » avec ses rodonnades et ses provocations, reste un personnage imprévisible qui laisse peu de place à l'indifférence. « Il rappelle le peintre Salvador Dalí », observait un député, en fin de match, au moment où M. Kadhafi était reçu à l'Assemblée nationale.

Sans doute, le « Guide » aurait-il souhaité s'adresser aux élus dans l'hémicycle, comme naguère feu le roi Hassan II (qu'il détestait) ou le président Bouteflika. C'était trop demander. Lors que le chef de l'Etat libyen, enveloppé dans une toge sombre, est arrivé, le tapis rouge tendit devant à l'hôtel de Lassay, la résidence du président de l'Assemblée, et la Garde républicaine présentait les honneurs. Mais M. Kadhafi a dû se contenter d'un entretien avec le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, suivi d'une rencontre avec une trentaine de parlementaires. Ils auraient dû être bien plus nombreux : 96 députés avaient été invités, ainsi que dix sénateurs du groupe d'amitié France-Libye. Les absents avaient boycotté la visite de « Kadhafi le dictateur », selon « le temple de la démocratie », selon l'expression du socialiste Pierre Moscovici.

# LIBAN TERRORISME L'un des adjoints du chef de l'armée libanaise a été tué dans un attentat à la voiture piégée

BEYROUTH CORRESPONDANTE Le général François Al-Hajj, chef des opérations militaires et l'un des quatre plus importants officiers supérieurs de l'armée libanaise, a été tué, mercredi 12 décembre, dans un attentat à la voiture piégée. L'attentat a été commis peu avant 7 heures, sur la route principale de la région de Baabda, à la sortie est de Beyrouth, où se trouve le siège de la présidence de la République. Quelques kilomètres plus au nord, dans la région de Yarzé, se dresse le siège du ministère de la défense et du commandement de l'armée.

Cet attentat est perçu comme un message au moment où le commandant en chef de l'armée, le général Michel Sleimane, est considéré comme le candidat idéal de compromis pour assumer la fonction de président de la République, vacante depuis la fin du mandat d'Emile Lahoud, le 24 novembre. Maronite comme lui, le général Al-Hajj avait été pressenti comme un possible futur successeur du général Sleimane, selon certains responsables politiques. Des arguments opposés toujours la majorité parlementaire à l'opposition sur l'amendement de la Constitution qui permettrait au général Sleimane d'accéder directement à la présidence.

**Des dizaines de blessés**  
C'est la première fois qu'un responsable militaire est visé par le terrorisme qui secoue le pays depuis l'assassinat, en février 2005, de l'ancien premier ministre Rafic Hariri. Les seize attentats qui ont eu lieu depuis cette date ont en effet visé des cibles civiles et des personnalités politiques. Un député antisyrien, Antoine Ghannem, a ainsi été tué, le 19 septembre. Dans la crise aiguë que traverse le Liban depuis 2005, l'armée est la seule institution officielle ayant sauvé sa garde son unité et à s'être tenue à distance des conflits qui minent la classe politique. Selon les premières indications, la voiture piégée a explosé au passage du véhicule du général Al-Hajj, qui se rendait à son bureau au ministère de la défense. Un bilan partiel non officiel, établi en début de matinée, fait état de la mort de quatre personnes, dont le militaire qui accompagnait le général Al-Hajj. Le corps de ce dernier a été projeté à des dizaines de mètres de son véhicule. Des dizaines de personnes ont été blessées. Les dégâts matériels sont très importants, notamment dans les immeubles avoisinants, dont le bâtiment de la municipalité de Baabda.

Le général Al-Hajj avait tenu un rôle de premier plan lors de la guerre que l'armée avait livrée au groupe djihadiste Fatah Al-Islam, dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr Al-Bared, dans le nord du pays. Au prix de la mort de 167 militaires et après un siège de trois mois, l'armée avait réussi à venir à bout de ce groupe, dont des centaines de membres ont été tués ou arrêtés. ■

MOUNIA NAIM

# Rouler contre le réchauffement climatique Avec le Diester, c'est possible.

Premier "biodiesel" français, le Diester est élaboré principalement à partir d'huiles de colza et de tournesol cultivés en France.

Le Diester est la seule énergie renouvelable liquide utilisée en mélange avec le gazole sans modification des moteurs. 100% des véhicules Diesel roulent au Diester en mélange à 4%<sup>(1)</sup> dans le gazole et plus de 60 collectivités et entreprises l'emploient en mélange à 30%.



**Environnement : des résultats positifs en constante amélioration.**

- Le Diester restitue 3,7 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme pour sa production<sup>(2)</sup>.
- Le Diester émet 75% de gaz à effet de serre de moins que le gazole<sup>(2)</sup>.

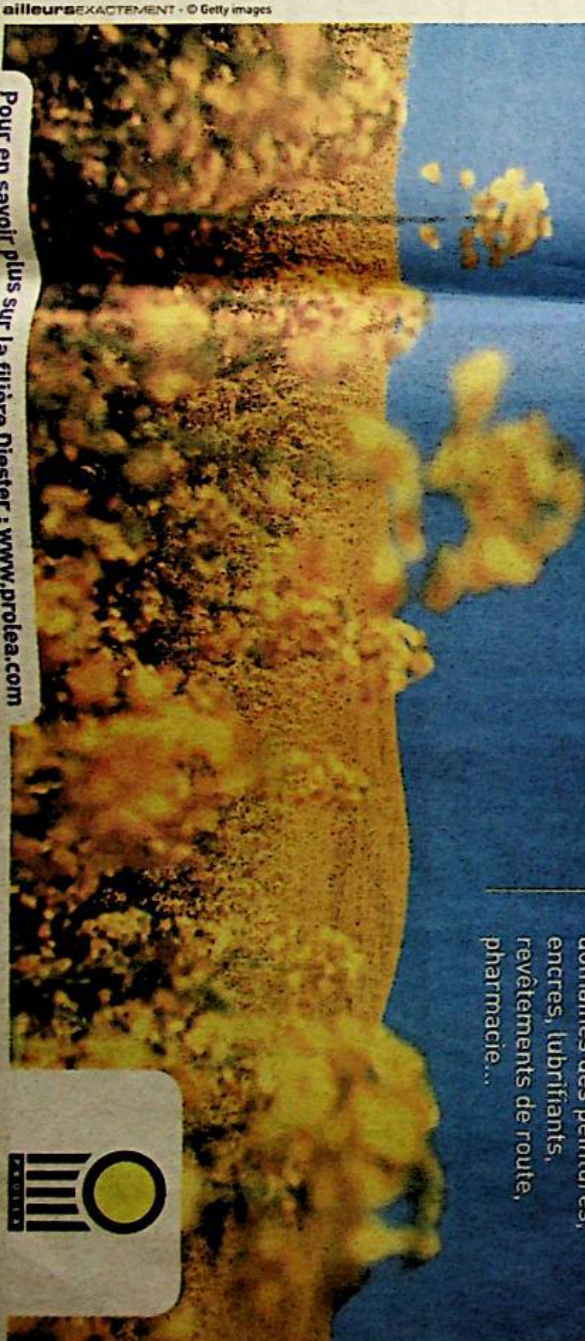
Ces résultats progressent grâce au suivi d'une charte de développement durable du producteur agricole à l'industriel.

**Agriculture : leau et les sols préservés.**

- Les cultures de colza et de tournesol permettent de réduire les doses d'engrais et de produits de traitement sur les céréales cultivées à la suite.
- Le colza limite le passage des nitrates dans les eaux souterraines.

**Energie et chimie du végétal : toute une filière travaille pour votre avenir.**

- Le Diester est la première étape de notre démarche de développement durable. Demain, les automobilistes pourront également utiliser des biodiesels de deuxième génération parmi le "bouquet d'énergies vertes" à leur disposition<sup>(3)</sup>.
- La "chimie du végétal", fondée sur l'utilisation des ressources renouvelables, s'imposera face à la pétrochimie, dans les domaines des peintures, encres, lubrifiants, revêtements de route, pharmacie...



allieurs EXACTEMENT - © Getty images

Pour en savoir plus sur la filière Diester : [www.prolea.com](http://www.prolea.com)

(1) Valeur en volume. (2) Selon la méthode des allocations massiques entre les différents co-produits. (3) La France dénonce de temps en temps les réserves d'incorporation préservées au sein de l'Union européenne. En 2008, la France s'est engagée à ne pas dépasser 5,25% PCI (pourcentage calorifique inférieur) de biodiesel dans le gazole, soit 7% en volume. En 2010, la France s'est engagée à ne pas dépasser 7% PCI de biodiesel dans le gazole, soit 7% en volume. L'énergie est notre avenir, économisons-la.



la filière des huiles et protéines végétales

**CANADA**  
**Prison à vie pour un tueur en série**  
MONTREAL. Robert Pickton, reconnu coupable de six meurtres au second degré après dix mois de procès à New Westminster (Colombie-Britannique), a été condamné, mardi 11 décembre, à la prison à perpétuité, sans libération possible avant vingt-cinq ans. Il doit encore faire face à un deuxième procès, en janvier 2008, pour le meurtre prémédité de vingt autres femmes, prostituées ou toxicomanes. Selon l'accusation, l'homme aurait avoué à un agent double envoyé dans sa cellule avoir tué au total 49 femmes. - (Corresp.)

**CORÉE DU NORD**  
**Le Philharmonique de New York va jouer à Pyongyang**  
NEW YORK. L'Orchestre philharmonique de New York jouera la *Neuvième symphonie* d'Anton Dvorak et *Un américain à Paris* de George Gershwin à Pyongyang, en février 2008, ont annoncé, mardi 11 décembre, les directeurs de l'orchestre. L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse à laquelle assistait le sous-secrétaire américain et négociateur chargé du nucléaire nord-coréen, Christopher Hill. - (AFP.)

**ÉMIRATS ARABES UNIS**  
**Condamnations pour le viol d'un jeune Français**  
DUBAI. Deux des trois Émirats accusés du viol d'un jeune Français, en juillet, à Dubaï, ont été condamnés, mercredi 12 décembre, par un tribunal de l'emirat à des peines de quinze ans de prison. Le troisième accusé, un mineur, est jugé séparément devant un tribunal pour enfants. - (AFP.)

**PÉROU**  
**L'ex-président Fujimori condamné à six ans de prison pour violation de domicile**  
LIMA. L'ancien président du Pérou Alberto Fujimori a été condamné, mardi 11 décembre, à six ans de prison et à une amende de 100 000 euros pour « violation de domicile » dans l'un des sept dossiers judiciaires pour lesquels il a été extradé au Chili en septembre. En novembre 2000, l'ex-chef de l'Etat avait ordonné à l'un de ses conseillers de se faire passer pour un procureur afin de perquisitionner l'appartement de la femme de son ancien bras droit, Vladimir Montesinos, et y soustraire de nombreux documents. L'ancien président fera appel du verdict. Il est jugé depuis mardi pour violation des droits de l'homme. - (Corresp.)